

(in English below) (en español a continuación)

Le réseau Terra-HN et la revue Cultures & Conflits lancent un appel à contributions pour leurs collections sur le thème : “Numérique et care : dynamiques de pouvoir et de résistance”. Merci de répondre à cet appel d’abord par un simple email d’intention, avant le 30 juin 2025, en indiquant le titre de votre contribution, un abstract de présentation, la taille que vous envisagez (format libre) et la date à laquelle vous pensez pouvoir rendre cette contribution. En fonction des réponses, notamment des sujets et formats, plusieurs projets de dossiers de revues et/ou de livres collectifs et/ou de publications individuelles seront envisagés. Chaque répondant sera recontacté individuellement avec une proposition de publication et de calendrier. Merci d’écrire à : <patrick.bruneteaux@univ-paris1.fr> <laetitia.della-torre@utc.fr> <jerome.valluy@univ-paris1.fr>

Appel à contributions

“Numérique et care : dynamiques de pouvoir et de résistance”

Patrick Bruneteaux, Laetitia Della Torre

Ce dossier ambitionne de brosser un tableau de la numérisation du travail du *care*. Le *care* est entendu ici comme l’ensemble des activités, des professionnels et des institutions mobilisés auprès des populations pauvres ou précaires dans le but de soulager les détresses physiques et psychiques. Il s’agit de « l’ensemble des activités qui répondent aux exigences caractérisant des relations de dépendance » [Paperman et Laugier 2005, p. 328] activités orientées par un « agir compassionnel » [Svandra 2007]. L’accompagnement sociale ou sanitaire est ainsi envisagé comme une forme d’attention à l’autre, ce qui exclut les administrations (comme France travail) qui s’occupent de « demandeurs », sans toutefois fournir cette prestation à visée humaniste, liée à une formation préalable à l’écoute et orientée davantage vers le bien-être de la personne qu’uniquement son seul « agir ». Dans ce cadre, il est possible de penser aussi bien les mondes de l’humanitaire que ceux du travail social.

Pour autant, il ne s’agira pas d’envisager toutes les actions dites « sociales » ou « humanitaires » uniquement sous le prisme de la bienfaisance, de l’humanisme, ou de l’aide. Des logiques de pouvoir, de contrôle, voire les effets pervers, sont bien sûrs à l’œuvre dans les dispositifs de « prises en charge », y compris lorsqu’ils sont délégués à des organisations ayant pour finalité la défense des personnes sans ressource ou la promotion de leurs droits.

Les Surveillance studies ont, depuis le début des années 2000 [Lyon 2007 ; Aïm 2020], réhabilité les analyses critiques qui avaient fleuri dans les années 1960 et 1970. Si les organisations humanitaires échappent encore largement à cette matrice sociologique, le paradigme du contrôle s’est révélé déterminant pour penser le travail social [Verdès-Leroux 1978 ; Donzelot 1977].

Dans le cadre de cet appel, il s’agit d’articuler avec toutes les nuances nécessaires, deux approches théoriques, celle mettant en avant d’une part, l’État social, la solidarité, les missions de service public, le droit international, les associations et groupements d’intérêt public, les répertoires d’actions de soutien ; d’autre part, celle qui déterre les logiques de pouvoir et d’emprise sur les personnes faibles ou vulnérables, dans une logique, désormais, proprement néolibérale, d’acceptation des conditions du marché et de soumission aux contraintes d’insertion pour y accéder [Astier 2007 ; Bruneteaux & Terrolle 2010].

Ce numéro consacré à la numérisation du travail du *care* comprend des acteurs et organisations appartenant à ce que Didier Fassin qualifie de « gouvernement humanitaire », compris comme un ensemble très large de dispositifs impliquant des acteurs étatiques, des ONG, des travailleurs sociaux ainsi que des humanitaires, pour administrer, préserver et favoriser l’existence des êtres humains.

Les propositions d’articles aborderont donc la numérisation de l’humanitaire, des ONG internationalisées, du mouvement onusien et de la Croix-Rouge, mais aussi d’associations militantes d’aide aux exilés. Pourra également être abordé le cas du travail social, qui comprend des associations intervenant auprès de personnes marginalisées (exilés,

Roms, gens du voyage, personnes sans domicile fixe, etc.) ; ainsi que des éducateurs spécialisés et d'intervenants en milieu carcéral, des intervenant auprès de personnes handicapées, victimes de violences conjugales ou sexuelles, de personnes en situation d'addiction, d'isolement social, ou encore concernées par la protection de l'enfance.

En somme, une caractéristique du travail humanitaire et social repose sur la rencontre avec l'autre [Slim 2015 ; Brauman, 1996], un travail de soin et de *care* fondé sur une forte dimension interpersonnelle [Ravon, Ion, 2012, Puaud 2013]. Or la numérisation de ces secteurs modifie les rapports de pouvoir entre acteurs [Ruppert, Isin, Bigo 2017]. Par conséquent l'axe central du numéro consiste en une exploration de la manière dont les NTIC s'inscrivent dans des logiques de domination entre travailleurs social, humanitaire et bénéficiaires et les transforment. D'où une tension entre numérique comme vecteur d'émancipation et numérique comme vecteur de de puissance, et notamment les liens entre pouvoir et surveillance.

Axe 1.

Un premier axe de réflexion porte sur la nécessité de réhumaniser le numérique et de préserver la dignité des personnes, afin de garantir des usages numériques véritablement émancipateurs. Cet effort implique notamment une prise en compte des droits des personnes en matière de vie privée, incluant le consentement, le droit d'accès aux données et le droit à l'oubli [Taylor 2017 ; Robustelli 2022]. Certains articles pourront ainsi s'intéresser à des projets visant à organiser de nouvelles formes de gouvernance de l'information, plus inclusives pour les personnes secourues. Il pourra s'agir, par exemple, d'initiatives de gestion collective des données ou de modèles de gouvernance s'appuyant sur la notion de commun [Aigrain 2005].

Toutefois, exercer son autodétermination informationnelle suppose de maîtriser les outils technologiques. Les articles pourront donc décrire comment les ONG abordent la littératie numérique des populations qu'elles accompagnent afin de favoriser leur autonomie. [Casswell 2024].

Les propositions attendues se concentrent ici sur les politiques d'inclusion numérique : il pourra s'agir d'initiatives en faveur de la connectivité en situation de crise, ou de politiques d'inclusion numérique et de lutte contre l'illectronisme, dont la finalité reste l'autonomie des usagers ainsi que la garantie d'un accès aux droits, dans un contexte de numérisation des administrations sociales [Mazet 2021 ; Pharabod, Borelle, Solchany 2023].

Cet axe inclura l'analyse des nouveaux lieux et figures du travail social : fablabs, espaces publics numériques, médiateurs et médiatrices numériques [Ferchaud, Dumont 2017]. Il est également nécessaire de penser l'articulation de ces politiques d'inclusion numérique avec le droit à la déconnexion et les injonctions normatives liées à la lutte contre l'illectronisme [Granjon 2022 ; Plantard 2016].

Enfin, les enjeux de littératie numérique concernent aussi les travailleurs sociaux et les humanitaires eux-mêmes. Les articles pourront ainsi examiner la professionnalisation des usages technologiques par les ONG afin de mieux appréhender la complexité des flux informationnels [Frost, Khan, Vinck 2022]. Mais améliorer la littératie des acteurs et leur connaissance des risques numériques implique aussi de prendre en compte le manque de transparence propre au capitalisme de surveillance [Lyon 2007 ; Zuboff 2019].

Axe 2.

Un autre axe de réflexion pourra porter sur les différents impacts qu'entraînent la numérisation sur les relations entre ONG, travail social et acteurs privés. Cela implique de s'intéresser à l'économie politique du numérique humanitaire et social. Les articles pourront ainsi aborder l'impact des infrastructures numériques et la dépendance croissante des ONG vis-à-vis d'acteurs privés, tels que Microsoft, Google ou Palantir. Cette externalisation pose la question de la gouvernance des données humanitaires, leur commercialisation potentielle et le risque de captation par des acteurs étatiques ou économiques [Zuboff 2019]. Ces outils étant souvent présentés comme des instruments de rationalisation et d'efficacité, il pourra aussi être intéressant de se pencher sur les interactions entre numérisation et politiques néolibérales. Les articles pourront mettre en lumière l'influence du New Public Management [Marrel, Nonjon 2017 ; Bruno, Didier 2013] et de l'impératif d'innovation [Scott-Smith 2016] sur les secteurs concernés. Une piste de réflexion concerne l'impact des IA en matière d'automatisation du travail, dans un contexte d'impératif à l'efficacité, du fait de

dépenses sociales et de fonds toujours plus restreints. D'où des formes de dépossession et de perte de sens, une perte d'autonomie et de capacité en tant que professionnels du *care*.

Une des grandes questions soulevées dans ce numéro (qui sur les migrants a déjà presque reçu toutes les réponses analytiques, comme celle proposée par la revue *Plein droit* du GISTI sur les techno-surveillances européennes) est celle du contrôle de la vie privée des "assistés". Quels seraient les outils de ce suivi d'un nouveau genre permettant de mesurer de façon plus draconienne la bonne volonté des usagers, des indicateurs de leur démarche d'insertion, des évaluations mesurées à leurs activités globales, leurs fréquentations, leurs déplacements, leurs consommations ? Quelles entreprises et quels logiciels sont disponibles sur le marché, provenant du secteur militaire ou du secteur privé ? Est-ce que les dispositifs mis en place pour suivre les migrants (Frontex, Europol) vont s'étendre à toutes les populations d'assistés sociaux selon une logique d'expérimentation sur les racisés qui se généralise ensuite aux populations « internes » ? Si les travailleurs sociaux sont incapables, depuis leur position professionnelle, de mettre en place une gouvernance nouvelle des publics en souffrance, quels seront, dans l'espace social, les relais, les intermédiaires, les « partenariats » avec des entreprises du numérique, comme cela se banalise dans le secteur du travail et du contrôle des performances des salariés ?

Axe 3.

On se propose également de réfléchir à la façon dont la numérisation de l'aide expose les ONG humanitaires et le travail du *care* en général à différentes formes de surveillance étatique. Dans un monde du travail social auparavant bureaucratique et centré sur le monopole de la confidentialité des données -sauf bien sûr en cas de mandat par la justice où le secret est alors partagé avec la police et le juge- [Cohen 1985 ; Grej 2007], l'externalisation des données par des serveurs et des logiciels non contrôlables pose la question de la captation des données par d'autres bureaucraties (police, justice), voire des acteurs privés. Ce processus interroge les pratiques de fichage, le traçage des bénéficiaires, mais aussi diverses formes de captation des données par les États. Il ouvre également sur l'émergence de nouvelles formes de surveillance, telles que les cyberattaques, ou encore de déstabilisation, comme les campagnes de désinformation.

Si des lois, cadres réglementaires et principes éthiques régissent les relations entre les intervenants sociaux et les « usagers » de sorte que le secret des prises en charges soit préservé, les informations ainsi externalisées sur support soulèvent donc des défis en matière de protection de la vie privée la plus intime qui soit [Breit et al. 2021]. Il est à remarquer que les données des usagers stockées dans des dossiers informatisés sont plus à risque car elles peuvent être copiées et diffusées, alors que les dossiers papiers peuvent être enfermés dans des bureaux et détruits le moment venu [Bombardi et Brahna 2017]. Les tentatives régulières des pouvoirs publics visant à réquisitionner l'information voire à forcer les travailleurs sociaux « à donner des noms », dans le contexte des discriminations affectant les populations racisées des banlieues, ne peuvent qu'inquiéter, au vu de la facilité d'intrusion dans les fichiers des polyvalences ou des services pour jeunes placés ou sous surveillance de l'action sociale, notamment la Protection judiciaire de la jeunesse ou les missions AEMO judiciaires [Grej 2007]. D'ailleurs, la loi du 9 mars 2004 dite Perben II donne déjà des possibilités à la police et à la justice de réquisitionner des dossiers concernant des usagers « pour garantir la sécurité publique » [Ibid : 16]. Les peurs lancinantes d'émeutes urbaines ouvrent une béance dans le rapport entre l'activation forcenée du renseignement et la protection des données des travailleurs sociaux. Étonnamment, ces risques sont encore bien peu présents dans la littérature spécialisée mettant en lien le numérique et le travail social [S. Jabob & S. Souissi 2022] alors même que le « techno-contrôle des migrants » s'est développé dans toute l'Europe en mobilisant à une échelle encore inconnue les services de police des différents États autour de FRONTEX et EUROPOL [GISTI 2024 : Kouloglou & Hamzaoui 2024].

Ces formes de surveillance découlent de la volonté des États de garder la maîtrise de leur territoire, mais aussi de la contestation de la neutralité et de l'autonomie de l'action des associations, qu'il s'agisse d'ONG humanitaires ou de travailleurs sociaux. D'où la politisation de l'aide, voire sa criminalisation [Tazzioli, Walters 2019 ; Lewis, Bruderlein 2011]. Cela peut être le cas dans certains conflits ou dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et de la criminalisation des personnes marginalisées (exilés, sans abris, prisonniers, gens du voyage, etc.). Les articles pourront mettre en lumière l'implication en termes de surveillance et de protection des données du resserrement de l'espace humanitaire, et des différents cadres législatifs existants concernant le secteur associatif, comme le contrat d'engagement républicain par exemple [Delfini, Tapin 2022].

Une part des risques de surveillance est aussi lié aux affrontements entre grandes puissances et leur traduction dans l'espace numérique [Douzet 2014 ; Cattaruzza 2019]. Les articles pourront ainsi analyser les reconfigurations géopolitiques en cours et leurs répercussions sur l'écosystème numérique des humanitaires. Ces dynamiques sont influencées par la guerre économique et technologique entre les États-Unis et la Chine, le retrait progressif des acteurs américains de la coopération internationale, ainsi que par le conflit entre l'Ukraine et la Russie. Ces phénomènes ont des implications directes dans le cyberspace, notamment en matière de cyberattaques et de campagnes informationnelles, qui ciblent également les ONG humanitaires.

Axe 4.

Un dernier axe de réflexion porte sur les manifestations de surveillance émanant des acteurs du travail social et humanitaire, c'est-à-dire l'ensemble des dynamiques qui conduisent à l'imposition, par ces acteurs eux-mêmes, de dispositifs de contrôle intrusifs. Depuis Illich à Deleuze ou Foucault en passant par Donzelot, Becker ou Cohen, les travaux portant sur le contrôle social ont essaimé dans les années 1960/1970 pour se tarir vers la fin du XX^e siècle avant de connaître à nouveau, depuis les années 2000, un franc succès avec les Surveillance Studies [Aïm 2020], tandis que l'apparition des IA dans la gestion des dossiers, en particulier à la CAF, réintroduit cette problématique du contrôle social. Cet impératif d'efficacité implique aussi une catégorisation toujours plus fine des bénéficiaires, l'allocation de l'aide reposant sur le recours à des algorithmes de sélection échappant aux usagers et impliquant une surveillance accrue de ces derniers et la mise au point de « scores de suspicion » [Dubois 2021 ; Eubanks 2018 ; Noble 2018; Quadrature du net 2024].

Les analyses reviendront sur l'ensemble des processus, des assemblages technologiques et réseaux d'acteurs impliquant les associations et organisations dans ces formes de surveillances. Il peut s'agir des exigences de transparence des bailleurs de fonds, des politiques de rentabilité et d'efficacité, passant par la quantification du travail [Macias 2022 ; Sandvik 2023 ; Jacobson 2018], mais aussi d'injonctions sécuritaires. Le refus des travailleurs sociaux, il y a quelques années, de communiquer aux maires les informations concernant les « cas sensibles » dans les « banlieues » est un exemple parmi d'autres de ces tentatives d'intrusion dans les pratiques d'accompagnement social. Les articles pourront analyser la manière de négocier, d'intérioriser ces incitations au contrôle des bénéficiaires, de les contourner voire de les dénoncer.

De fait, il ne faudra pas pour autant oublier que peuvent aussi exister des marges de manœuvres et de résistance de la part des travailleurs sociaux ou des humanitaires ainsi que des bénéficiaires. Les articles pourront ainsi examiner les rapports de pouvoir entre ONG et populations secourues, ainsi que les formes d'opposition, individuelles ou collectives, face aux outils numériques déployés. Pourront être incluses des propositions d'articles sur des pratiques de contre-surveillance et de détournement technologique par les associations, mais surtout par les personnes secourues [Toupin, Couture 2021].

BIBLIOGRAPHIE

- AÏM O., *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, Paris, Armand Colin, 2020.
- ASTIER I., *Les nouvelles règles du social*, Paris, PUF, 2007, 200 p.
- BERNARD S., *Uberisés, le capitalisme racial de plateforme à Paris, Londres et Montréal*, Paris, PUF, 2023, 301p.
- BOMBARDI M., BRAHNA K., « Quand informatisation rime avec réification », *La Revue française de service social*, n° 264, 2017, p. 100-107.
- BREIT E., EGELAND C., LOBERG I.B., ROHNEBAK M.T., « Digital coping : How frontline workers cope with digital service encounters », *Social Policy & Administration*, vol. 55, n° 5, 2021, p. 833-847.
- BRUNETEAUX P., TERROLLE D., *L'arrière-cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, coll. Terra, 2010, 403 p.
- BRUNO I., DIDIER E., *Benchmarking. L'État sous pression statistique*, Paris, La Découverte, coll. « Zones », 2013, 211 p.
- COHEN S., *Visions of social control*, Cambridge, Polity Press, 1985, 336p.
- COULDRY N., MEJIAS U., *The Cost of connection*, Palo Alto, Stanford University Press, 2019, 352 p.

- DONZELOT J., *La police des familles*, Paris, Editions de Minuit, 1977. GISTI, « Le techno-contrôle des migrations », *Plein droit*, 2024/1 n° 140.
- DUBOIS V., *Contrôler les assistés, genèses et usages d'un mot d'ordre*, Raisons d'agir, 2021, 456 p.
- DUFFIELD M. "The resilience of the ruins: towards a critique of digital humanitarianism", *Resilience*, 4:3, 2016, p. 147-165 : <https://doi.org/10.1080/21693293.2016.1153772>
- GILLIOM J., *Overseers of the poor: surveillance, resistance, and the limits of privacy*, University of Chicago Press, 2001, 277 p.
- GLASMAN J., *Humanitarianism and the Quantification of human needs, minimal humanity*, London, Routledge, Taylor & Francis Group, 2020, 274 p.
- GREJ, Groupe de réflexion éthico-juridique, Secret professionnel et travail social aujourd'hui, novembre 2007 : <https://www.sauvegarde69.fr/wp-content/uploads/2018/09/GREJ-Secret-professionnel-1.pdf>
- JABOB S., SOUISSI S., « Les intervenants sociaux face à la transformation numérique. Synthèse de littérature internationale sur l'évolution de la mission et des compétences professionnelles », *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 145/4, 2022, p. 83-93.
- KOULOLOU N., HAMZAOU O., « Crise migratoire et européanisation du contrôle frontalier. De la « crise des migrants » à ses effets sur la gouvernance européenne des frontières. Le cas de la Grèce. » *Criminologie*, 2024, 57 (2), pp.57-82. (10.7202/1114784ar). (hal-04820556)
- LYON D., *Surveillance Studies. An Overview*, Cambridge, Polity, 2007, p.256
- MACIAS L., « Usages expérimentaux des nouvelles technologies par l'action humanitaire : un data colonialisme ? », *Hommes & Migrations*, 2022/2 (n° 1337), p. 11-19. <https://www-cairn-info.ezproxy.utc.fr/revue-hommes-et-migrations-2022-2-page-11.htm>
- MADIANOU M., *Technocolonialism : When Technology for good is harmful*, Polity Press, 2024, 234 p.
- MATTELART A., *La globalisation de la surveillance: aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris : Découverte, 2007, 266 p.
- MEIER P., *Digital humanitarians : how big data is changing the face of humanitarian response*, London : Routledge, 2015, 259 p.
- PAPERMAN P., LAUGIER S., *Le souci des autres : éthique et politique du care*, Editions de l'EHESS, 2005, 390 p.
- QUADRATURE DU NET, « Une numérisation du contrôle social discriminatoire », in : GISTI, « Le techno-contrôle des migrations », *Plein droit*, 2024/1 n° 140, p. 23-26 : <https://www.gisti.org/spip.php?article7244>
- READ R., TAITHE B., MAC GINTY R. "Data hubris? Humanitarian information systems and the mirage of technology", *Third World Quarterly*, 37:8, 2016, p.1314-1331: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01436597.2015.1136208>
- RINAUDO J., « Le numérique dans les métiers du lien », *Cliopsy*, N° 22(2), 2019, p.9-13. <https://doi.org/10.3917/cliop.022.0009>.
- SANDVIK K., *Humanitarian extractivism : the digital transformation of aid*, Manchester University Press, 2023, 168 p.
- SCOTT SMITH T., « Humanitarian neophilia: the 'innovation turn' and its implications », *Third World Quarterly*, 37:12, 2016, p.2229-2251 <https://doi.org/10.1080/01436597.2016.1176856>
- SVANDRA P., *Le soin, une éthique au cœur de la vie : approche par l'agir compassionnel*. Thèse de doctorat en sociologie, Université de Marne la Vallée, 2007 : <http://www.theses.fr/2007MARN0362>
- TAYLOR L., "What is data justice? The case for connecting digital rights and freedoms globally", *Big Data & Society*, 4(2), 2017 <https://doi.org/10.1177/2053951717736335>
- VERDES-LEROUX J., *Le travail social*, Paris, Editions de Minuit, 1978, 272 p.
- ZUBOFF S., *L'Age du capitalisme de surveillance*, Paris : Zulma, 2020, 864 p.

English (AI-powered automatic translation)

The Terra-HN network and the journal Cultures & Conflits are launching a call for contributions for their collections on the theme: “Digital technology and care: dynamics of power and resistance.” Please respond to this call by sending a simple email expressing your interest before June 30, 2025, indicating the title of your contribution, an abstract, the length you envisage (free format), and the date by which you think you will be able to submit your contribution. Depending on the responses, particularly the topics and formats, several projects for journal issues and/or collective books and/or individual publications will be considered. Each respondent will be contacted individually with a publication proposal and schedule. Please write to: <patrick.bruneteaux@univ-paris1.fr> <laetitia.della-torre@utc.fr> <jerome.valluy@univ-paris1.fr>

Call for papers

"Digital and *care*: dynamics of power and resistance"

Patrick Bruneteaux, Laetitia Della Torre

This dossier aims to paint a picture of the digitization of *care* work. *Care* is understood here as the set of activities, professionals and institutions mobilized to help poor or precarious populations, with the aim of alleviating their physical and psychological distress. It is "the set of activities that respond to the demands characterizing relationships of dependence" [Paperman and Laugier 2005, p. 328], activities guided by "compassionate action" [Svandra 2007]. Social or health support is thus seen as a form of attention to the other, which excludes administrations (such as France Travail) that deal with "claimants", without however providing this humanistic service, linked to prior training in listening and oriented more towards the well-being of the person than just their "action". In this context, it is possible to consider the worlds of both humanitarian aid and social work.

This does not mean, however, that all so-called "social" or "humanitarian" actions should be viewed solely in terms of benevolence, humanism or aid. Logics of power and control, and even perverse effects, are of course at work in "care" schemes, even when they are delegated to organizations whose aim is to defend people without resources or promote their rights.

Since the early 2000s [Lyon 2007; Aïm 2020], surveillance studies have rehabilitated the critical analyses that flourished in the 1960s and 1970s. Although humanitarian organizations still largely escape this sociological matrix, the control paradigm has proved decisive in thinking about social work [Verdès-Leroux 1978; Donzelot 1977].

In the context of this appeal, the aim is to articulate, with all the necessary nuances, two theoretical approaches: on the one hand, one that emphasizes the social state, solidarity, public service missions, international law, associations and public interest groups, and repertoires of support actions; on the other hand, the one that unearths the logics of power and control over weak or vulnerable people, in what is now a properly neoliberal logic of acceptance of market conditions and submission to the constraints of insertion in order to gain access to them [Astier 2007; Bruneteaux & Terrolle 2010].

This issue devoted to the digitization of *care* work includes actors and organizations belonging to what Didier Fassin describes as "humanitarian government", understood as a very broad set of devices involving state actors, NGOs, social workers as well as humanitarians, to administer, preserve and foster the existence of human beings.

Proposals for articles will therefore address the digitization of the humanitarian sector, internationalized NGOs, the UN movement and the Red Cross, as well as militant associations providing aid to exiles. Social work will also be covered, including associations working with marginalized people (exiles, Roma, travellers, homeless people, etc.); as well as specialized educators and prison workers, those working with disabled people, victims of domestic or sexual violence, people suffering from addiction or social isolation, or those involved in child protection.

In short, a characteristic of humanitarian and social work is based on encounters with the other [Slim 2015; Brauman, 1996], a work of *care* founded on a strong interpersonal dimension [Ravon, Ion, 2012, Puaud 2013]. Yet the digitization of these sectors is changing the power relationships between actors [Ruppert, Isin, Bigo 2017]. Consequently, the central axis of the issue is an exploration of how NICTs are inscribed in and transform logics of domination between

social workers, humanitarians and beneficiaries. Hence the tension between digital as a vector of emancipation and digital as a vector of power, and in particular the links between power and surveillance.

Focus 1.

A first line of thinking focuses on the need to rehumanize digital technology and preserve people's dignity, in order to guarantee truly emancipating digital uses. In particular, this effort involves taking into account people's privacy rights, including consent, the right to access data and the right to be forgotten [Taylor 2017; Robustelli 2022]. Some articles may thus focus on projects aimed at organizing new forms of information governance that are more inclusive of those being rescued. This could involve, for example, collective data management initiatives or governance models based on the notion of the commons [Aigrain 2005].

However, exercising informational self-determination presupposes mastery of technological tools. Articles may therefore describe how NGOs address the digital literacy of the populations they support in order to foster their autonomy. [Casswell 2024].

The expected proposals focus here on digital inclusion policies: these could be initiatives to promote connectivity in crisis situations, or policies for digital inclusion and the fight against illiteracy, the ultimate aim of which remains user autonomy and guaranteed access to rights, in a context of digitization of social administrations [Mazet 2021; Pharabod, Borelle, Solchany 2023].

This axis will include the analysis of new places and figures in social work: fablabs, digital public spaces, digital mediators and mediators [Ferchaud, Dumont 2017]. It is also necessary to think about the articulation of these digital inclusion policies with the right to disconnect and the normative injunctions linked to the fight against illectronism [Granjon 2022; Plantard 2016].

Finally, digital literacy issues also concern social workers and aid workers themselves. Articles may thus examine the professionalization of technological uses by NGOs to better apprehend the complexity of information flows [Frost, Khan, Vinck 2022]. But improving actors' literacy and knowledge of digital risks also means taking into account the lack of transparency inherent in surveillance capitalism [Lyon 2007; Zuboff 2019].

Focus 2.

Another line of enquiry could focus on the different impacts of digitization on relations between NGOs, social work and private players. This implies an interest in the political economy of humanitarian and social digitalization. Articles may address the impact of digital infrastructures and the growing dependence of NGOs on private players such as Microsoft, Google or Palantir. This outsourcing raises the question of the governance of humanitarian data, its potential commercialization and the risk of capture by state or economic actors [Zuboff 2019]. As these tools are often presented as instruments of rationalization and efficiency, it may also be interesting to examine the interactions between digitization and neoliberal policies. Articles could highlight the influence of New Public Management [Marrel, Nonjon 2017; Bruno, Didier 2013] and the innovation imperative [Scott-Smith 2016] on the sectors concerned. One avenue for reflection concerns the impact of AI in automating work, in a context of imperative efficiency, due to ever more restricted social spending and funds. Hence forms of dispossession and loss of meaning, a loss of autonomy and capacity as *care professionals*.

One of the major questions raised in this issue (which has already received almost all the analytical answers on migrants, such as the one proposed by the GISTI's Plein droit magazine on European techno-surveillances) is that of monitoring the private lives of "assisted" people. What would be the tools for this new kind of monitoring, making it possible to measure in a more draconian way the goodwill of users, indicators of their integration process, evaluations measured against their overall activities, their attendance, their movements, their consumption? What companies and software are available on the market, whether from the military or the private sector? Will the systems put in place to track migrants (Frontex, Europol) be extended to all welfare populations, following a logic of experimentation on racialized people that is then generalized to "internal" populations? If social workers are incapable, from their professional position, of setting up a new form of governance for people in distress, what will be the relays,

intermediaries and "partnerships" with digital companies in the social arena, as is becoming commonplace in the labor sector and in the monitoring of employee performance?

Focus 3.

We also propose to reflect on how the digitization of aid exposes humanitarian NGOs and *care* work in general to different forms of state surveillance. In a world of social work that was previously bureaucratic and centered on the monopoly of data confidentiality - except, of course, in the case of judicial mandates, where secrecy is then shared with the police and the judge - [Cohen 1985; Grej 2007], the externalization of data by servers and non-controllable software raises the question of data capture by other bureaucracies (police, justice), or even private actors. This process raises questions about the practice of keeping records and tracing beneficiaries, as well as various forms of data capture by governments. It also leads to the emergence of new forms of surveillance, such as cyber-attacks, and destabilization, such as disinformation campaigns.

While laws, regulatory frameworks and ethical principles govern the relationship between social workers and "users" to ensure that the confidentiality of care is preserved, the information thus externalized on media raises challenges in terms of protecting the most intimate of private lives [Breit et al. 2021]. It should be noted that user data stored in computerized files is at greater risk as it can be copied and disseminated, whereas paper files can be locked away in offices and destroyed when the time comes [Bombardi and Brahna 2017]. Regular attempts by public authorities to requisition information or even force social workers "to give names", in the context of discrimination affecting racialized populations in the suburbs, can only be worrying, given the ease of intrusion into the files of polyvalences or services for young people placed or under supervision by social action, notably the Protection judiciaire de la jeunesse or judicial AEMO missions [Grej 2007]. Moreover, the Perben II Act of March 9, 2004 already gives the police and justice authorities the power to requisition files concerning users "to guarantee public safety" [Ibid: 16]. The nagging fears of urban riots open up a gap in the relationship between the relentless activation of intelligence and the protection of social workers' data. Surprisingly, these risks are still largely absent from the specialized literature linking digital technology and social work [S. Jabob & S. Souissi 2022], even though "techno-control of migrants" has developed throughout Europe, mobilizing the police services of the various states around FRONTEX and EUROPOL on a scale as yet unknown [GISTI 2024; Kouloglou & Hamzaoui 2024].

These forms of surveillance stem from the desire of states to maintain control over their territory, but also from the contestation of the neutrality and autonomy of the action of associations, be they humanitarian NGOs or social workers. Hence the politicization of aid, even its criminalization [Tazzioli, Walters 2019; Lewis, Bruderlein 2011]. This may be the case in certain conflicts or in the context of the fight against terrorism and the criminalization of marginalized people (exiles, homeless people, prisoners, travellers, etc.). The articles may highlight the implications in terms of surveillance and data protection of the tightening of humanitarian space, and of the various existing legislative frameworks concerning the associative sector, such as the republican commitment contract for example [Delfini, Tapin 2022].

Part of the risk of surveillance is also linked to confrontations between great powers and their translation into digital space [Douzet 2014; Cattaruzza 2019]. Articles will analyze the geopolitical reconfigurations underway and their repercussions on the digital ecosystem of humanitarians. These dynamics are influenced by the economic and technological war between the United States and China, the gradual withdrawal of American players from international cooperation, and the conflict between Ukraine and Russia. These phenomena have direct implications in cyberspace, particularly in terms of cyberattacks and information campaigns, which also target humanitarian NGOs.

Focus 4.

A final line of thought focuses on the manifestations of surveillance emanating from actors in social and humanitarian work, i.e. all the dynamics that lead to the imposition, by these actors themselves, of intrusive control devices. From Illich to Deleuze and Foucault, via Donzelot, Becker and Cohen, work on social control flourished in the 1960s/1970s, only to dry up towards the end of the ^{twentieth} century, before enjoying renewed success in the 2000s with Surveillance Studies [Aim 2020], while the emergence of AIs in case management, particularly at the CAF, is reintroducing the issue of social control. This imperative of efficiency also implies ever finer categorization of beneficiaries, with aid allocation

based on the use of selection algorithms that elude users and imply increased surveillance of the latter and the development of "suspicion scores" [Dubois 2021; Eubanks 2018; Noble 2018; Quadrature du net 2024].

Analyses will focus on the whole range of processes, technological assemblies and networks of actors involving associations and organizations in these forms of surveillance. These may include the transparency demands of funding bodies, profitability and efficiency policies, through the quantification of work [Macias 2022; Sandvik 2023; Jacobson 2018], but also security injunctions. The refusal of social workers, a few years ago, to provide mayors with information about "sensitive cases" in the "banlieues" is just one example of these attempts to intrude into social support practices. Articles will explore how these incentives to control beneficiaries are negotiated, internalized, circumvented or even denounced.

However, it should not be forgotten that there may also be room for manoeuvre and resistance on the part of social workers or aid workers, as well as beneficiaries. Articles may thus examine the power relationships between NGOs and the populations they help, as well as individual or collective forms of opposition to the digital tools deployed. Proposals for articles on practices of counter-surveillance and technological hijacking by associations, but above all by the people rescued, could be included [Toupin, Couture 2021].

BIBLIOGRAPHY

AÏM O., *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, Paris, Armand Colin, 2020.

ASTIER I., *Les nouvelles règles du social*, Paris, PUF, 2007, 200 p.

BERNARD S., *Uberisés, le capitalisme racial de plateforme à Paris, Londres et Montréal*, Paris, PUF, 2023, 301p.

BOMBARDI M., BRAHNA K., "Quand informatisation rime avec réification", *La Revue française de service social*, n° 264, 2017, pp. 100-107.

BREIT E., EGELAND C., LOBERG I.B., ROHNEBAK M.T., "Digital coping: How frontline workers cope with digital service encounters", *Social Policy & Administration*, vol. 55, no. 5, 2021, pp. 833-847.

BRUNETEAUX P., TERROLLE D., *L'arrière-cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, coll. Terra, 2010, 403 p.

BRUNO I., DIDIER E., *Benchmarking. L'État sous pression statistique*, Paris, La Découverte, coll. "Zones", 2013, 211 p.

COHEN S., *Visions of social control*, Cambridge, Polity Press, 1985, 336p.

COULDRY N., MEJIAS U., *The Cost of connection*, Palo Alto, Stanford University Press, 2019, 352 p.

DONZELOT J., *La police des familles*, Paris, Editions de Minuit, 1977. GISTI, "Le techno-contrôle des migrations", *Plein droit*, 2024/1 n° 140.

DUBOIS V., *Contrôler les assistés, genèses et usages d'un mot d'ordre*, Raisons d'agir, 2021, 456 p.

DUFFIELD M. "The resilience of the ruins: towards a critique of digital humanitarianism", *Resilience*, 4:3, 2016, p. 147-165 :

GILLIOM J., *Overseers of the poor: surveillance, resistance, and the limits of privacy*, University of Chicago Press, 2001, 277 p.

GLASMAN J., *Humanitarianism and the Quantification of human needs, minimal humanity*, London, Routledge, Taylor & Francis Group, 2020, 274 p.

GREJ, Groupe de réflexion éthico-juridique, Secret professionnel et travail social aujourd'hui, November 2007: <https://www.grej.fr/>

JABOB S., SOUISSI S., "Les intervenants sociaux face à la transformation numérique. Synthèse de littérature internationale sur l'évolution de la mission et des compétences professionnelles", *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 145/4, 2022, p. 83-93.

KOULOLOU N., HAMZAOU O., "Crise migratoire et européanisation du contrôle frontalier. From the "migrant crisis" to its effects on European border governance. The case of Greece." *Criminology*, 2024, 57 (2), pp.57-82. (10.7202/1114784ar). (hal-04820556)

LYON D., *Surveillance Studies. An Overview*, Cambridge, Polity, 2007, p.256

MACIAS L., "Usages expérimentaux des nouvelles technologies par l'action humanitaire : un data colonialisme?", *Hommes & Migrations*, 2022/2 (n° 1337), p. 11-19. <https://www-cairn-info.ezproxy.utc.fr/revue-hommes-et-migrations-2022-2-page-11.htm>

MADIANOU M., *Technocolonialism: When Technology for good is harmful*, Polity Press, 2024, 234 p.

MATTELART A., *La globalisation de la surveillance: aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris : Découverte, 2007, 266 p.

MEIER P., *Digital humanitarians: how big data is changing the face of humanitarian response*, London: Routledge, 2015, 259 p.

PAPERMAN P., LAUGIER S., *Le souci des autres : éthique et politique du care*, Editions de l'EHESS, 2005, 390 p.

QUADRATURE DU NET, "Une numérisation du contrôle social discriminatoire", in: GISTI, "Le techno-contrôle des migrations", *Plein droit*, 2024/1 n° 140, p. 23-26 :

READ R., TAITHE B., MAC GINTY R. "Data hubris? Humanitarian information systems and the mirage of technology", *Third World Quarterly*, 37:8, 2016, p.1314-1331: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01436597.2015.1136208>

RINAUDO J., " Le numérique dans les métiers du lien ", *Cliopsy*, N° 22(2), 2019, p.9-13. <https://doi.org/10.3917/cliop.022.0009>.

SANDVIK K., *Humanitarian extractivism: the digital transformation of aid*, Manchester University Press, 2023, 168 p.

SCOTT SMITH T., "Humanitarian neophilia: the 'innovation turn' and its implications", *Third World Quarterly*, 37:12, 2016, p.2229-2251

SVANDRA P., *Le soin, une éthique au cœur de la vie: approche par l'agir compassionnel*. Doctoral thesis in sociology, Université de Marne la Vallée, 2007: [http:](http://)

TAYLOR L., "What is data justice? The case for connecting digital rights and freedoms globally", *Big Data & Society*, 4(2), 2017 <https://doi.org/10.1177/2053951717736335>

VERDES-LEROUX J., *Le travail social*, Paris, Editions de Minuit, 1978, 272 p.

ZUBOFF S., *The Age of Surveillance Capitalism*, Paris: Zulma, 2020, 864 p.

La red Terra-HN y la revista Cultures & Conflits lanzan una convocatoria de artículos para sus colecciones sobre el tema: "Digital y cuidados: dinámicas de poder y resistencia". Le rogamos responda a esta convocatoria enviando un simple correo electrónico de intenciones, antes del 30 junio de 2025, indicando el título de su contribución, un resumen introductorio, el tamaño que prevé (formato libre) y la fecha en la que espera poder entregar esta contribución. En función de las respuestas, y en particular de los temas y formatos, se estudiarán varios proyectos de dossiers de revistas y/o libros colectivos y/o publicaciones individuales. Se contactará individualmente con cada uno de los encuestados con una propuesta de publicación y un calendario. Escriba a: <patrick.bruneteaux@univ-paris1.fr> <laetitia.della-torre@utc.fr> <jerome.valluy@univ-paris1.fr>

Convocatoria de ponencias

"Digital y cuidados: dinámicas de poder y resistencia"

Patrick Bruneteaux, Laetitia Della Torre

Este dossier pretende dibujar un panorama de la digitalización del trabajo *asistencial*. Los *cuidados* se entienden aquí como el conjunto de actividades, profesionales e instituciones que se movilizan para ayudar a las personas pobres o precarias, con el objetivo de aliviar su malestar físico y psicológico. Es "el conjunto de actividades que responden a las demandas que caracterizan las relaciones de dependencia" [Paperman y Laugier 2005, p. 328], actividades guiadas por la "acción compasiva" [Svandra 2007]. Así pues, el apoyo social o sanitario se considera una forma de atención al prójimo, lo que excluye a las administraciones (como France Travail) que se ocupan de los "demandantes", pero no prestan este servicio humanista, vinculado a una formación previa en la escucha y orientado más al bienestar de la persona que a su "acción". En este contexto, es posible considerar a la vez el mundo de la ayuda humanitaria y el del trabajo social.

Esto no significa que todas las acciones llamadas "sociales" o "humanitarias" deban considerarse únicamente en términos de caridad, humanismo o ayuda. Lógicas de poder y de control, e incluso efectos perversos, están por supuesto en juego en las acciones "asistenciales", incluso cuando se delegan en organizaciones cuyo objetivo es defender a personas sin recursos o promover sus derechos.

Desde principios de la década de 2000 [Lyon 2007; Aïm 2020], los estudios sobre la vigilancia han resucitado los análisis críticos que florecieron en las décadas de 1960 y 1970. Aunque las organizaciones humanitarias siguen estando en gran medida fuera del alcance de esta matriz sociológica, el paradigma del control ha demostrado ser un factor determinante en la reflexión sobre el trabajo social [Verdès-Leroux 1978; Donzelot 1977].

En el marco de esta convocatoria, se trata de articular, con todos los matices necesarios, dos enfoques teóricos: por un lado, el que hace hincapié en el Estado social, la solidaridad, las misiones de servicio público, el derecho internacional, las asociaciones y los grupos de interés público, y los repertorios de acciones de apoyo; por otro lado, el que desentierra la lógica del poder y del control sobre las personas débiles o vulnerables, en lo que hoy es una verdadera lógica neoliberal de aceptación de las condiciones del mercado y de sumisión a las limitaciones de la integración para acceder a ellas [Astier 2007; Bruneteaux & Terrolle 2010].

Este número está dedicado a la digitalización del trabajo *asistencial* e incluye a actores y organizaciones pertenecientes a lo que Didier Fassin describe como "gobierno humanitario", entendido como un conjunto muy amplio de mecanismos en los que participan actores estatales, ONG, trabajadores sociales y humanitarios, para administrar, preservar y promover la existencia de los seres humanos.

Así pues, los artículos propuestos tratarán de la digitalización del sector humanitario, de las ONG internacionales, del movimiento de la ONU y de la Cruz Roja, así como de las asociaciones militantes de ayuda a los exiliados. También nos ocuparemos del trabajo social, que incluye asociaciones que trabajan con personas marginadas (exiliados, gitanos de , itinerantes, personas sin hogar, etc.), así como educadores especializados y trabajadores penitenciarios, los que trabajan con personas discapacitadas, víctimas de violencia doméstica o sexual, personas que sufren adicción o aislamiento social y los que se dedican a la protección de la infancia.

En resumen, el trabajo humanitario y social se caracteriza por el encuentro con el otro [Slim 2015; Brauman, 1996], una forma de *atención* basada en una fuerte dimensión interpersonal [Ravon, Ion, 2012, Puaud 2013]. Sin embargo, la digitalización de estos sectores está cambiando las relaciones de poder entre los actores [Ruppert, Isin, Bigo 2017]. En consecuencia, el tema central de este número es una exploración de la forma en que las NTIC forman parte de la lógica de dominación entre trabajadores sociales, cooperantes y beneficiarios, y las están transformando. De ahí la tensión entre lo digital como vector de emancipación y lo digital como vector de poder, y en particular los vínculos entre poder y vigilancia.

Eje 1.

La primera línea de pensamiento se refiere a la necesidad de rehumanizar la tecnología digital y preservar la dignidad de las personas, con el fin de garantizar unos usos digitales verdaderamente emancipadores. Esto implica tener en cuenta los derechos de privacidad de las personas, incluido el consentimiento, el derecho a acceder a los datos y el derecho al olvido [Taylor 2017; Robustelli 2022]. Por lo tanto, algunos artículos pueden centrarse en proyectos destinados a organizar nuevas formas de gobernanza de la información que sean más inclusivas para los necesitados. Esto podría implicar, por ejemplo, iniciativas colectivas de gestión de datos o modelos de gobernanza basados en la noción del procomún [Aigrain 2005].

Sin embargo, el ejercicio de la autodeterminación informativa presupone el dominio de las herramientas tecnológicas. Por tanto, los artículos podrían describir cómo abordan las ONG la alfabetización digital de las poblaciones a las que apoyan para promover su autonomía. [Casswell 2024].

Las propuestas previstas se centran aquí en las políticas de inclusión digital: puede tratarse de iniciativas para promover la conectividad en situaciones de crisis, o de políticas de inclusión digital y lucha contra el analfabetismo, cuyo objetivo último sigue siendo la autonomía de los usuarios y la garantía de acceso a los derechos, en un contexto de digitalización de las administraciones sociales [Mazet 2021; Pharabod, Borelle, Solchany 2023].

Este ámbito incluirá un análisis de los nuevos lugares y figuras del trabajo social: fablabs, espacios públicos digitales, mediadores digitales [Ferchaud, Dumont 2017]. También es necesario considerar cómo se relacionan estas políticas de inclusión digital con el derecho a la desconexión y los mandatos normativos vinculados a la lucha contra el ilectronismo [Granjon 2022; Plantard 2016].

Por último, las cuestiones de alfabetización digital también conciernen a los propios trabajadores sociales y cooperantes humanitarios. Algunos artículos examinarán la profesionalización de los usos tecnológicos por parte de las ONG para comprender mejor la complejidad de los flujos de información [Frost, Khan, Vinck 2022]. Pero mejorar la alfabetización de las personas y su conocimiento de los riesgos digitales también implica abordar la falta de transparencia inherente al capitalismo de la vigilancia [Lyon 2007; Zuboff 2019].

Eje 2.

Otro ámbito de debate podría ser el impacto de la digitalización en las relaciones entre las ONG, el trabajo social y el sector privado. Se trata de analizar la economía política de la tecnología digital humanitaria y social. Los artículos analizarán el impacto de las infraestructuras digitales y la creciente dependencia de las ONG de actores privados como Microsoft, Google y Palantir. Esta externalización plantea cuestiones sobre la gobernanza de los datos humanitarios, su posible comercialización y el riesgo de captura por parte de actores estatales o económicos [Zuboff 2019]. Dado que estas herramientas se presentan a menudo como instrumentos de racionalización y eficiencia, también puede ser interesante examinar las interacciones entre la digitalización y las políticas neoliberales. Los artículos podrían destacar la influencia de la Nueva Gestión Pública [Marrel, Nonjon 2017; Bruno, Didier 2013] y el imperativo de innovación [Scott-Smith 2016] en los sectores afectados. Una vía de reflexión se refiere al impacto de la IA en la automatización del trabajo, en un contexto de eficiencia imperativa, debido a gasto social y fondos cada vez más restringidos. Esto conduce a formas de desposesión y pérdida de sentido, una pérdida de autonomía y capacidad como profesionales de *la atención*.

Una de las grandes cuestiones planteadas en este tema (que sobre los migrantes ya ha recibido casi todas las respuestas analíticas, como la propuesta por la revista *Plein droit* del GISTI sobre las tecnovigilancias europeas) es la del

seguimiento de la vida privada de las personas "asistidas". ¿Cuáles serían las herramientas de este nuevo tipo de vigilancia, que permitiría medir de forma más draconiana la buena voluntad de los usuarios, los indicadores de su proceso de integración, las evaluaciones medidas con respecto al conjunto de sus actividades, su asistencia, sus desplazamientos, su consumo? ¿Qué empresas y qué programas informáticos existen en el mercado, del sector militar o privado? ¿Los sistemas puestos en marcha para vigilar a los inmigrantes (Frontex, Europol) se extenderán a todas las poblaciones sociales siguiendo una lógica de experimentación sobre las personas racializadas que luego se generaliza a las poblaciones "internas"? Si los trabajadores sociales son incapaces, desde su posición profesional, de establecer una nueva forma de gobernanza para las personas en situación de desamparo, ¿cuáles serán los enlaces, intermediarios y "asociaciones" con empresas digitales en el ámbito social, como se está generalizando en el sector laboral y en el control del rendimiento de los empleados?

Eje 3.

También proponemos considerar cómo la digitalización de la ayuda expone a las ONG humanitarias y al trabajo *asistencial* en general a diferentes formas de vigilancia estatal. En un mundo del trabajo social hasta ahora burocrático y centrado en el monopolio de la confidencialidad de los datos - salvo, por supuesto, en el caso de las órdenes judiciales, en las que el secreto se comparte con la policía y el juez - [Cohen 1985; Grej 2007], la externalización de los datos a través de servidores y programas informáticos que no se pueden controlar plantea la cuestión de la captura de datos por parte de otras burocracias (policía, judicatura), o incluso de actores privados. Este proceso plantea interrogantes sobre las prácticas de mantenimiento de registros y localización de beneficiarios, así como sobre las diversas formas de captura de datos por parte de los gobiernos. También apunta a la aparición de nuevas formas de vigilancia, como los ciberataques, y de desestabilización, como las campañas de desinformación.

Aunque las leyes, los reglamentos y los principios éticos rigen la relación entre los trabajadores sociales y los "usuarios" para que se preserve la confidencialidad de la atención, la información así exteriorizada en un soporte plantea retos en cuanto a la protección de lo más íntimo de la vida privada [Breit et al. 2021]. Hay que tener en cuenta que los datos de los usuarios almacenados en ficheros informatizados corren más riesgo porque pueden copiarse y difundirse, mientras que los ficheros en papel pueden guardarse bajo llave en los despachos y destruirse llegado el momento [Bombardi y Brahna 2017]. Los intentos regulares por parte de las autoridades públicas de requisar información o incluso obligar a los trabajadores sociales a "dar nombres", en el contexto de la discriminación que afecta a las poblaciones racializadas de los suburbios, solo pueden ser motivo de preocupación, dada la facilidad de intrusión en los archivos de polivalencias o servicios para jóvenes colocados o supervisados por la acción social, en particular la Protection judiciaire de la jeunesse o las misiones judiciales AEMO [Grej 2007]. Además, la ley Perben II de 9 de marzo de 2004 ya otorga a las autoridades policiales y judiciales la facultad de requisar los expedientes de los usuarios "para garantizar la seguridad pública" [Ibid: 16]. Los temores persistentes de disturbios urbanos abren una brecha en la relación entre la activación desenfundada de la inteligencia y la protección de los datos de los trabajadores sociales. Sorprendentemente, estos riesgos siguen estando muy ausentes de la literatura especializada que relaciona la tecnología digital y el trabajo social [S. Jacob & S. Souissi 2022], a pesar de que el "tecno-control de los migrantes" se ha desarrollado en toda Europa, movilizando a los servicios policiales de los distintos Estados en torno a FRONTEX y EUROPOL a una escala aún desconocida [GISTI 2024: Kouloglou & Hamzaoui 2024].

Estas formas de vigilancia se derivan de la voluntad de los Estados de conservar el control sobre su territorio, pero también del cuestionamiento de la neutralidad y la autonomía del trabajo de las asociaciones, ya sean ONG humanitarias o trabajadores sociales. De ahí la politización de la ayuda, e incluso su criminalización [Tazzioli, Walters 2019; Lewis, Bruderlein 2011]. Este puede ser el caso en determinados conflictos o en el contexto de la lucha contra el terrorismo y la criminalización de las personas marginadas (exiliados, personas sin hogar, presos, viajeros, etc.). Los artículos pueden destacar las implicaciones en términos de vigilancia y protección de datos del estrechamiento del espacio humanitario, y de los diversos marcos legislativos existentes relativos al sector del voluntariado, como el Contrato de Compromiso Republicano [Delfini, Tapin 2022].

Algunos de los riesgos de la vigilancia también están relacionados con los enfrentamientos entre grandes potencias y su traslación al espacio digital [Douzet 2014; Cattaruzza 2019]. Los artículos analizarán las reconfiguraciones geopolíticas actuales y sus repercusiones en el ecosistema digital de los humanitarios. Estas dinámicas están influenciadas por la guerra económica y tecnológica entre Estados Unidos y China, la retirada gradual de los actores

estadounidenses de la cooperación internacional y el conflicto entre Ucrania y Rusia. Estos fenómenos tienen implicaciones directas en el ciberespacio, sobre todo en términos de ciberataques y campañas de información, que también tienen como objetivo a las ONG humanitarias.

Eje 4.

Una última línea de investigación se centra en las manifestaciones de la vigilancia que emanan de los actores del trabajo social y humanitario, es decir, todas las dinámicas que conducen a la imposición de mecanismos de control intrusivos por parte de estos mismos actores. De Illich a Deleuze y Foucault, sin olvidar a Donzelot, Becker y Cohen, los trabajos sobre el control social florecieron en los años sesenta y setenta, para agotarse a finales ^{del}siglo XX, antes de gozar de un éxito renovado en los años 2000 con los Estudios sobre la vigilancia [Aïm 2020], mientras que la aparición de las IA en la gestión de casos, en particular en el CAF, reintroduce la cuestión del control social. Este imperativo de eficacia implica también una categorización cada vez más fina de los beneficiarios, con una asignación de las ayudas basada en el uso de algoritmos de selección que escapan a los usuarios e implican una mayor vigilancia de estos últimos y la elaboración de "puntuaciones de sospecha" [Dubois 2021; Eubanks 2018; Noble 2018; Quadrature du net 2024].

Los análisis examinarán de nuevo todos los procesos, conjuntos tecnológicos y redes de actores que implican a asociaciones y organizaciones en estas formas de vigilancia. Entre ellas, las exigencias de transparencia de los organismos de financiación, las políticas de rentabilidad y eficiencia, a través de la cuantificación del trabajo [Macias 2022; Sandvik 2023; Jacobson 2018], y los mandatos de seguridad. La negativa de los trabajadores sociales hace unos años a facilitar a los alcaldes información sobre "casos delicados" en las "banlieues" es solo un ejemplo de estos intentos de inmiscuirse en las prácticas de apoyo social. Los artículos analizarán cómo se negocian, interiorizan, eluden o incluso denuncian estos incentivos para controlar a los beneficiarios.

Sin embargo, no hay que olvidar que también puede haber margen de maniobra y resistencia por parte de los trabajadores sociales o humanitarios y los beneficiarios. Así pues, los artículos podrían examinar las relaciones de poder entre las ONG y las poblaciones a las que ayudan, así como las formas individuales o colectivas de oposición a las herramientas digitales desplegadas. Podrían incluirse propuestas de artículos sobre las prácticas de contravigilancia y de secuestro tecnológico por parte de las asociaciones, pero sobre todo de las personas rescatadas [Toupin, Couture 2021].

BIBLIOGRAFÍA

AÏM O., *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, París, Armand Colin, 2020.

ASTIER I., *Les nouvelles règles du social*, París, PUF, 2007, 200 p.

BERNARD S., *Uberisés, le capitalisme racial de plateforme à Paris, Londres et Montréal*, París, PUF, 2023, 301p.

BOMBARDI M., BRAHNA K., "Quand informatisation rime avec réification", *La Revue française de service social*, n° 264, 2017, p. 100-107.

BREIT E., EGELAND C., LOBERG I.B., ROHNEBAK M.T., "Digital coping: How frontline workers cope with digital service encounters", *Social Policy & Administration*, vol. 55, n° 5, 2021, pp. 833-847.

BRUNETEAUX P., TERROLLE D., *L'arrière-cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, coll. Terra, 2010, 403 p.

BRUNO I., DIDIER E., *Benchmarking. L'État sous pression statistique*, París, La Découverte, coll. "Zones", 2013, 211 p.

COHEN S., *Visions of social control*, Cambridge, Polity Press, 1985, 336p.

COULDRY N., MEJIAS U., *El coste de la conexión*, Palo Alto, Stanford University Press, 2019, 352 p.

DONZELOT J., *La police des familles*, París, Editions de Minuit, 1977. GISTI, "Le techno-contrôle des migrations", *Plein droit*, 2024/1 n° 140.

DUBOIS V., *Contrôler les assistés, genèses et usages d'un mot d'ordre*, Raisons d'agir, 2021, 456 p.

DUFFIELD M. "La resiliencia de las ruinas: hacia una crítica del humanitarismo digital", *Resiliencia*, 4:3, 2016, p. 147-165
:

- GILLIOM J., *Overseers of the poor: surveillance, resistance, and the limits of privacy*, University of Chicago Press, 2001, 277 p.
- GLASMAN J., *El humanitarismo y la cuantificación de las necesidades humanas, humanidad mínima*, Londres, Routledge, Taylor & Francis Group, 2020, 274 p.
- GREJ, Groupe de réflexion éthico-juridique, Secret professionnel et travail social aujourd'hui, novembre de 2007: <https://www.grej.fr/>
- JABOB S., SOUISSI S., "Les intervenants sociaux face à la transformation numérique. Synthèse de littérature internationale sur l'évolution de la mission et des compétences professionnelles", *Revue des politiques sociales et familiales*, n° 145/4, 2022, p. 83-93.
- KOULOLOU N., HAMZAOU O., "Crise migratoire et européanisation du contrôle frontalier. De la " crise des migrants " à ses effets sur la gouvernance européenne des frontières. El caso de Grecia". *Criminologie*, 2024, 57 (2), pp.57-82. (10.7202/1114784ar). (hal-04820556)
- LYON D., *Estudios sobre la vigilancia. An Overview*, Cambridge, Polity, 2007, p.256
- MACIAS L., "Usages expérimentaux des nouvelles technologies par l'action humanitaire: un data colonialisme?", *Hommes & Migrations*, 2022/2 (n° 1337), p. 11-19. <https://www-cairn-info.ezproxy.utc.fr/revue-hommes-et-migrations-2022-2-page-11.htm>
- MADIANOU M., *Technocolonialism: When Technology for good is harmful*, Polity Press, 2024, 234 p.
- MATTELART A., *La globalisation de la surveillance: aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris: Découverte, 2007, 266 p.
- MEIER P., *Digital humanitarians: how big data is changing the face of humanitarian response*, Londres: Routledge, 2015, 259 p.
- PAPERMAN P., LAUGIER S., *Le souci des autres : éthique et politique du care*, Editions de l'EHESS, 2005, 390 p.
- QUADRATURE DU NET, "Une numérisation du contrôle social discriminatoire", en: GISTI, "Le techno-contrôle des migrations", *Plein droit*, 2024/1 n° 140, p. 23-26: <https://www.gisti.org/fr/le-techno-contr%C3%B4le-des-migrations-2024-1-n%C2%B0-140-p-23-26.html>
- READ R., TAITHE B., MAC GINTY R. "Data hubris? Humanitarian information systems and the mirage of technology", *Third World Quarterly*, 37:8, 2016, p.1314-1331: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01436597.2015.1136208>
- RINAUDO J., " Le numérique dans les métiers du lien ", *Cliopsy*, N° 22(2), 2019, p.9-13. <https://doi.org/10.3917/cliop.022.0009>.
- SANDVIK K., *Extractivismo humanitario: la transformación digital de la ayuda*, Manchester University Press, 2023, 168 p.
- SCOTT SMITH T., "Humanitarian neophilia: the 'innovation turn' and its implications", *Third World Quarterly*, 37:12, 2016, p.2229-2251
- SVANDRA P., *Le soin, une éthique au cœur de la vie : approche par l'agir compassionnel*. Tesis doctoral en sociología, Université de Marne la Vallée, 2007: <http://www.univ-mlv.fr/theses/2007/svandrap.pdf>
- TAYLOR L., "¿Qué es la justicia de datos? The case for connecting digital rights and freedoms globally", *Big Data & Society*, 4(2), 2017 <https://doi.org/10.1177/2053951717736335>
- VERDES-LEROUX J., *Le travail social*, Paris, Editions de Minuit, 1978, 272 p.
- ZUBOFF S., *L'Age du capitalisme de surveillance*, Paris: Zulma, 2020, 864 p.